

Jean-Marie MUTAMBA Makombo, *L'U.D.P.S dans l'œil du cyclone : La violence Politique au Zaïre sous Mobutu (octobre 1985)*, Paris, L'Harmattan, 2015, 97 p.

Historien et archiviste, professeur émérite à l'Université de Kinshasa, J.- M. Mutamba rafraîchit la mémoire des uns (les contemporains) et rappelle à l'intention des autres (la jeune génération) les dérives du régime dictatorial de Mobutu. Il montre aussi le rôle que l'histoire peut jouer pour le réarmement moral et civique du citoyen d'un pays. En s'intéressant au passé d'un parti politique, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Mutamba « *relate la traque et la répression d'un mouvement d'opposition clandestin au Zaïre sous la Deuxième République...* »

Pour réaliser cette œuvre, le Professeur Mutamba s'est appuyé « *sur les rapports d'information établis, du 19 au 29 octobre 1985, par le Corps des Activistes pour la Défense de la Révolution (CADER), une structure de la Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution (JMPR).* »

L'essentiel de cet opuscule repose sur la présentation de treize rapports d'information sous la plume d'un certain NINA, un pseudonyme. « *Nina est un nom de code, le nom d'un poisson qui administre une décharge électrique quand on le touche...* » (p. 16). L'auteur spécifie que « *les documents présentés dans cet opuscule sont authentiques. Ce sont des rapports administratifs des notes et des bulletins d'information (B.I.) produits (...) par le CADER (...). Il était chargé d'entreprendre toute action directe pour réprimer la subversion et l'opposition au Parti unique autorisé (...). L'une de ses missions consistait notamment à surveiller les sermons dominicaux dans les églises* » (p. 13).

Ces différents rapports ont été regroupés en six centres d'intérêt. Ils

concernent l'identification des combattants et des sympathisants de l'UDPS ; la mise à nu des suspicions nourries à l'endroit des cadres du Parti qui tolèrent l'Opposition ; l'analyse des menaces de l'Opposition contre le Pouvoir et la formulation des recommandations ; relevé des actions énergiques menées pour réprimer et éradiquer l'Opposition ; deux rapports sur les effets de la campagne d'intimidation ; un rapport sur l'infiltration au Nord-Est du pays d'éléments non identifiés en provenance du Soudan (pp. 20-21).

Mutamba renseigne également sur l'identification des combattants et sympathisants de l'U.D.P.S. Ils sont qualifiés dans ces rapports de plusieurs noms : « *marginaux* », « *inciviques* », « *la réaction contre-révolutionnaire* », « *anti-parti* », « *anti-régime* », « *l'ennemi* », « *gibiers* ». Cette identification réserve parfois des surprises. Certes, ces combattants et sympathisants viennent dans leur très grande majorité du Kasai quand on se réfère à l'anthroponymie luba ; « *mais cette seule indication est trompeuse* ». En effet, « *Mbombo de l'Assemblée Chrétienne de Righini identifié à un Kasaien à cause de son nom était en réalité un Ngombe de Lisala...* » (p. 21). A la découverte de ces rapports, il s'avère que « *les victimes de cette répression des CADER sont pour la plupart des hommes du peuple, et non des notabilités* » (p. 21).

Ces rapports du CADER semblaient n'épargner personne. Ils « *se plaignent du fait que l'Opposition bénéficiait de la sympathie muette, mais efficiente des*

cadres du MPR... ». D'après ces mêmes rapports, « ces cadres livraient les secrets du Parti à l'Opposition » (p. 23) ! Il est surprenant de découvrir dans ces rapports que « Vunduawe Te Pemako est accusé ouvertement de duplicité et de complicité avec l'Opposition. Il est présenté comme un personnage dangereux qui, tout en étant proche de Mobutu, pactisait avec l'UDPS et Tshisekedi. Il est accusé de concussion, d'insoumission, d'insubordination, et de dédain à l'égard du Premier Commissaire d'Etat. Il lui est reproché d'être un intrigant patenté et de vouloir faire admettre une opposition au sein du Parti-Etat, de faire avaliser un deuxième parti politique rivalisant avec le MPR » (pp. 23-24).

Pour contrer les menaces de l'Opposition, « le CADER recommandait au Président-Fondateur du Parti de faire le nettoyage dans les organes du MPR. Dans la note N° 107/85, Vunduawe Te Pemako était accusé de susciter les luttes d'influence et de noyauter les services officiels de sécurité (...) » (p. 25). Cette branche du MPR recommandait également des nominations des personnalités (pp. 25-27).

Dans le but d'éradiquer l'Opposition, le CADER menait des actions de plusieurs ordres : filatures, guets, intimidations, injures, passages à tabac, lynchages, coups et blessures, jets de pierre, coups de feu, mises à sac, destructions des murs des maisons et des parcelles, casses du mobilier, des chaises, des vitres. Des coupures d'eau et d'électricité

ainsi que des délogements des membres de l'UDPS, étaient même envisagés ! (pp. 27-29).

Le lecteur trouvera ces différents rapports d'information repris dans cet opuscule (pp. 35-68). Dans la conclusion (pp. 69-75), l'auteur indique que « la Deuxième République a usé et abusé de la pratique des Bulletins d'Information, ces rapports établis d'une manière anonyme pour informer les autorités hiérarchiques de toute situation susceptible de les inquiéter ou de déstabiliser le pouvoir... » (p. 69).

Les tentatives entreprises pour « civiliser » le régime du Parti unique, du 4 au 19 novembre 1985, « n'avaient pas abouti à la suite des fuites d'informations, des désinformations et des réactions violentes des radicaux, nous révèlent Félix Vunduawe et Honoré N'Gbanda dans leurs livres » (p. 69). Curieusement on a assisté par la suite aux dérives du régime, notamment avec les relégations des membres de l'UDPS, dès 1986. L'auteur a mené des enquêtes sur les lieux des agressions. La plupart des personnes concernées sont décédées aujourd'hui (pp. 72-75).

« *Autres temps, autres mœurs* », dit-on. Cependant, une question demeure : les méthodes d'hier, sont-elles révolues ?

**Noël
OBOTELA
Rashidi**